

REVUE DE PRESSE

Le 22 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

LE DEVOIR

Le français progresse dans les écoles anglaises, affirme English-Montréal

Jean-Louis Bordeleau

La Commission scolaire English-Montréal (CSEM) a lancé un pavé dans la mare la semaine dernière en accusant le ministre québécois de la Langue française d'être « malhonnête » sur l'enseignement du français dans les écoles anglaises. En entrevue, le président de la plus grande commission scolaire publique anglophone au Québec n'en démord pas, mais tend aussi la main au gouvernement.

« Le ministre n'a pas fait ses recherches », a clamé mercredi dernier Joe Ortona, président de la CSEM, par voie écrite. « [...] Les élèves de notre conseil scolaire qui passent l'examen de fin d'études secondaires en français obtiennent de meilleurs résultats que les élèves du secteur français qui passent le même examen. Honte à lui ! »

Il s'insurgeait d'un commentaire en anglais du ministre Jean-François Roberge, passé relativement inaperçu de ce côté-ci de la barrière linguistique. Ce dernier, ancien ministre de l'Éducation, et depuis 2022 responsable de la Langue française, avait laissé entendre un peu plus tôt que des « changements doivent être faits » pour que les élèves qui sortent des écoles anglaises s'expriment davantage en français.

Le président de la plus grande commission scolaire anglophone du Québec conserve le même ton en personne que sur papier. « Hostile » est ce gouvernement qui « parle des deux côtés de la bouche », assume-t-il devant Le Devoir.

Trois élèves sur quatre sortent des murs de la CSEM « parfaitement » bilingues, plaide Joe Ortona. Deux tiers d'entre eux passent leurs premières années du primaire en français uniquement. L'autre tiers devient bilingue grâce à des classes « 50-50 » français-anglais.

« Au niveau secondaire, il y a beaucoup plus de français qu'il y a 10-15-20 ans, renchérit-il. On mettait beaucoup l'accent sur le primaire, parce que, plus tu l'apprends jeune, plus c'est facile à maîtriser. Et ça se perdait au secondaire. »

La Commission scolaire English-Montréal a commencé en 2022 à offrir des cours de francisation pour les nouveaux arrivants. Ce fut presque une surprise pour M. Ortona, qui reproche au gouvernement de ne jamais leur donner les ressources qu'ils demandent, ou presque. « Ils ont essayé d'abolir la commission scolaire. Ils ne reconnaissent même pas notre droit d'exister ! »

Des chiffres à interpréter

Cette sortie publique a coïncidé cette semaine avec la publication des premières statistiques comparant le nombre total d'élèves admissibles à l'école de langue anglaise à ceux qui se prévalent de ce droit. Ainsi, pour tout le Québec, 76 % des 230 075 élèves admissibles à l'école anglaise avaient étudié en anglais. À Montréal, Statistique Canada parle de 82 % des 82 885 enfants « ayants droit » qui avaient fréquenté une école de langue anglaise.

Cette statistique se maintient depuis plusieurs années, estime Joe Ortona, qui cumule près d'une décennie à la tête de la CSEM. Lui-même issu de ce réseau anglophone, il souligne que le bassin potentiel d'élèves diminue d'année en année.

Environ 39 000 élèves étudiaient en anglais au CSEM au tournant du millénaire, contre environ 19 000 à l'heure actuelle, selon lui. Les places vides se remplissent grâce aux formations professionnelles, et le français reste encore un des meilleurs arguments pour convaincre les parents d'envoyer leurs enfants dans ses écoles. « Être bilingue, c'est gagnant » demeure le slogan de la CSEM, martèle son président. « Si on ne retient pas notre clientèle, on perd des élèves. Ça veut dire qu'on perd de l'argent pour dépenser dans les services éducatifs. »

Loi 96 et cégep

La loi 96 — qui renforce la loi 101 — provoque depuis son adoption plusieurs grincements de dents. La CSEM la conteste sous plusieurs angles sous prétexte qu'elle obligerait ses employés à communiquer en français, même en interne. Si l'entrevue se déroule uniquement en

français avec Joe Ortona, il se permet sur ce point une expression en anglais. « C'est pour scorer des cheap political points. »

« Il y a des étudiants, même francophones, qui ont de la difficulté à maîtriser le français parce qu'ils ont des problèmes d'apprentissage. Si eux, c'est leur langue maternelle et qu'ils ont de la difficulté, pour un anglophone ou un allophone, ils vont avoir encore plus de difficultés. Encore faut-il le reconnaître. Il faut trouver des moyens pour aider ces gens-là et non pas pour leur compliquer la vie. »

Au travers de ces critiques, il garde la main tendue. « On n'a pas quitté [le Québec] ni pour l'Ontario ni pour ailleurs. On veut rester ici. On comprend que le français, c'est important. On est des partenaires dans la promotion de la langue française. »

Le cabinet du ministre Roberge a décliné notre invitation à réagir.

Ce reportage bénéficie du soutien de l'Initiative de journalisme local, financée par le gouvernement du Canada.

LEDEVOIR

Efficacité et simplisme de l'orthographe simplifiée

Benoit Desmarais

L'auteur est libraire.

Dans le texte signé par Caroline Montpetit du 18 mai sur la simplification du français, je n'ai pu m'empêcher de remarquer que l'on passe rapidement des exceptions et des difficultés spécifiques à l'apprentissage du français, à l'accusation d'élitisme d'une langue qui empêcherait l'accès aux études supérieures des classes moins favorisées. Ma réaction d'homme de gauche qui a passé enfance et adolescence dans une famille monoparentale et assistée sociale (voilà pour la confirmation de mon statut, puisque aimer la langue en l'état ferait de moi un « initié », pourquoi pas un franc-maçon) serait plutôt de questionner et de modifier le système socio-économique qui perpétue cet état de fait.

L'idée que simplifier la langue permettra à tout le monde de faire sa vie comme avocate ou ingénieur me semble justement... simpliste : si mon fils ne bute plus sur les doubles consonnes, il pourra aller à HEC Montréal. CQFD.

Le nez collé sur les résultats scolaires et les objectifs de mobilité sociale empêchés par cette satanée langue française qui devient source de « problèmes sociaux », les chercheurs de l'EROFA (Études pour la rationalisation de l'orthographe française d'aujourd'hui) oublient totalement de remettre en question l'histoire récente dont ils sont eux-mêmes issus. J'invoque ici bien sûr la réforme de l'orthographe de 1990.

Une amie enseignante, prof de français au secondaire, m'a écrit ceci après lecture de l'article : « Comment accorder un participe passé lorsque, à douze ans, on n'a pas appris à dénicher un sujet ou un complément direct dans une phrase de six mots ? Et je dis bien six. On pourrait aussi parler du non-enseignement systématique des phonèmes qui fait des ravages et engendre des lacunes chroniques. J'en veux à la Terre entière de gaspiller ces cerveaux. »

Une autre amie enseignante du secondaire, en France cette fois, me racontait qu'elle lisait à haute voix de courtes histoires à ses étudiants de 13-14 ans, pigés dans un répertoire au programme du primaire il y a quelques années, qu'ils n'arrivaient pas à décoder en analyse de texte. Et que dire des profs du secondaire qui

m'abordent au travail (je suis libraire) et qui, depuis une dizaine d'années, me demandent des romans pour leurs élèves n'excédant pas la centaine de pages parce qu'« y faut quand même pas les décourager ».

Anecdotique, me dira-t-on. Pourtant, ces problèmes ne se posaient pas de façon systémique il y a une quinzaine d'années. À tout cela s'ajoute ce que nous disait en ces pages un groupe de profs vendredi dernier à propos de l'écriture soi-disant inclusive qui met un poids supplémentaire sur les épaules d'étudiants qui souffrent de dyslexie (désormais rampante dans les classes — la réforme n'étant bien sûr pour rien dans l'augmentation des cas) et de dysorthographe.

Dans un nombre important d'articles et de livres publiés ces dernières années, enseignants, psychologues, sociologues et pédiatres nous expliquent pourtant que l'arrivée des médias sociaux dans le paysage (Jonathan Haidt parle de la « génération smartphone »), notamment dans le système d'éducation, a provoqué un mouvement des plaques tectoniques sur lesquelles repose tout le système lui-même. Ce changement combiné à la réforme, tous deux contemporains de la pénurie de professeurs qui s'aggrave d'année en année, semble ne jamais provoquer l'étincelle du début d'une réflexion hors des silos des chercheurs de l'EROFA.

L'école qui devrait être le lieu où l'apprentissage du français devrait nous confronter aux textes anciens et contemporains, risque de devenir le lieu de l'ici-maintenant exclusif. Si ça ne sert à rien de précis pour leur avenir socio-économique, si ça parle dans une langue qui ne reflète pas l'oralité de la leur au quotidien — l'idée même de l'usage de niveaux de langue en classe devient suspecte pour ne pas dire réactionnaire —, alors l'école n'a pas à confronter les élèves à l'adversité, aux difficultés, pire, à l'échec. La réussite est la seule issue et, bien sûr, cette obligation n'est responsable d'aucune insécurité...

Je me revois à 9-10 ans, regardant l'institutrice écrire une phrase au tableau, et me disant chouette, on va décortiquer la phrase. J'imagine que je dois blâmer ma mère (il paraît que c'est toujours de leur faute) de m'avoir

encouragé à aimer un truc qui ne sert à rien, alors qu'on n'avait pas d'argent. D'ailleurs, j'ai fini libraire, donc sans argent, mais en faisant un métier que j'aime. Je continue d'user de toutes les doubles consonnes en tentant simultanément de faire le moins d'erreurs possible en conjuguant mes verbes. C'est le travail et le plaisir sans fin de l'usage de la langue, et peut-être est-ce là qu'on ne se comprend pas, sur l'équation : travail = plaisir.

Je suis tout de même rassuré de savoir que la moitié des jeunes consultés sur ces propositions de simplification s'y opposent, mais pas surpris que ce soit aussitôt interprété par la spécialiste, dans un groupe de « gens plus instruits que la moyenne » (donc déjà élitistes ?) comme étant une peur de « perdre des acquis », opposition qu'elle qualifie d'étonnante, ce qui n'étonne guère de la part de chercheurs qui, eux, semblent acquis à une forme de progressisme utilitaire bien en phase avec les impératifs d'efficacité néolibéraux qui nous gouvernent.



CHRONIQUES

50 enseignants pris en otage par un chantier

MAXIME BERGERON

La Presse

J'écrivais mardi sur la gestion des entraves routières à Montréal*, pire que jamais si je me fie à vos abondantes (et parfois poétiques) réactions.

J'y reviendrai plus loin, mais voici d'abord un exemple tout frais d'un chantier qui a dérapé. L'histoire implique une cinquantaine d'enseignants « enclavés » sans préavis, une demande en injonction au tribunal et la venue d'un huissier... pour forcer la Ville à respecter ses propres « mesures de mitigation ».

Dans la catégorie « vos impôts font du chemin », ça devrait *scorer* assez haut.

L'affaire se déroule sur l'avenue Beaumont, dans le quartier Parc-Extension. C'est un secteur semi-industriel, qui sert souvent de voie de passage pour les automobilistes en transit vers le boulevard de l'Acadie. Il y a des commerces d'un côté et des bâtiments résidentiels de l'autre.

Beaucoup de monde au pied carré.

L'entreprise Brault & Bouthillier, spécialisée dans la vente de matériel pédagogique depuis 1944, y a pignon sur rue. Elle offre aussi des formations dans ses locaux.

Le 1^{er} mai dernier, le commerce reçoit un avis de la Ville. Il apprend que l'avenue Beaumont sera fermée à partir du 6 mai – soit cinq jours plus tard –, jusqu'à une date indéterminée en juillet.

Le 3 mai, le groupe envoie une mise en demeure à la Ville, pour lui demander de reporter ses travaux d'aqueduc de deux semaines. Le temps, au moins, d'aviser ses clients et fournisseurs.

Trois jours plus tard, une rencontre est organisée avec deux chargés de projet de la Ville. Plusieurs « mesures de mitigation » sont proposées. Le compromis semble satisfaisant.

La situation déraile le 15 mai, selon une demande d'injonction déposée par l'entreprise. Solidement. Malgré les promesses de maintenir la « circulation locale », l'avenue Beaumont se retrouve subitement bloquée.

Un groupe d'une cinquantaine d'enseignants, venu assister à une formation et acheter du matériel pour la rentrée scolaire de 2024, se retrouve coincé sur place, allègue-t-on.

Impossible de sortir.

La circulation locale est complètement interrompue des deux côtés de l'avenue, depuis 9 h 30, de sorte qu'aucun camion ne peut ni entrer ni sortir, et qu'il est impossible pour les clients, dont le regroupement de professeurs, et les employés de la demanderesse de quitter les lieux de l'entrepôt.

Extrait de la demande d'injonction déposée par l'entreprise Brault & Bouthillier

Ce n'est pas la prise d'otages du siècle, on s'entend. Mais assez vite, le « chaos » s'installe.

Des enseignants ont finalement réussi à s'extirper de la zone de chantier en déplaçant eux-mêmes des cônes orange et des barrières, m'a raconté un dirigeant de Brault & Bouthillier. Leur captivité aura duré moins d'une heure, dit-il.

Ce qui n'aura pas mis un terme à la confusion autour de ces travaux.

« Même les policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) dépêchés sur les lieux le 15 mai 2024 se sont plaints de ne pas avoir été mis au courant du chantier, tout comme le représentant de l'entrepreneur et du chargé de projet sur les lieux n'étaient pas au courant des ententes négociées », affirme la demande d'injonction.

L'entreprise estime que la « sécurité » de ses clients et employés a été mise à « risque » par le blocage intempestif de tous les accès à ses installations.

Brault & Bouthillier ne cherche à obtenir aucun dédommagement extraordinaire. Le commerce souhaite

tout juste que les mesures promises par la Ville, soit de maintenir des accès minimaux à son commerce pendant les travaux, soient respectées.

La base de la base.

Le tribunal n'a pas mis de temps à lui donner raison. Le jour même du dépôt de sa requête, un juge de la Cour supérieure a ordonné à la Ville de Montréal de se soumettre « aux stricts engagements » qu'elle avait pris pour une durée de 10 jours.

Le tout, avec « frais à suivre ».

Cette décision a été signifiée mardi par un huissier sur le site des travaux.

Beaucoup de temps, d'énergie et d'argent (public) gaspillés, en somme, pour que la Ville fasse ce qu'elle avait dit qu'elle ferait. C'est-à-dire : bien gérer un chantier. Et assurer une coordination minimale entre toutes les parties impliquées.

Ce cas pourrait avoir l'air anecdotique. Les pauvres enseignants coincés dans le chantier ont réussi à rentrer chez eux. La Ville a été forcée à corriger le tir. Le chantier suivra son cours jusqu'à une « date indéterminée ».

Mais il y a encore beaucoup d'exemples du genre à Montréal. Vous avez été des dizaines à m'en raconter après la publication d'une chronique sur la réforme promise par l'administration Plante*.

Parmi les principaux irritants, il y a tous ces chantiers fantômes où on ne voit aucun travailleur pendant des jours ou des semaines. Souvent des travaux menés par la Ville ou les arrondissements, m'avez-vous signalé avec photos à l'appui.

Il y a aussi beaucoup de frustration envers la qualité (déplorable) de la chaussée. Elle ne s'améliore pas, au contraire, malgré tous ces cônes.

Certaines lectrices, comme Mélanie, déplorent aussi l'illogisme de certaines séquences de travaux.

« Depuis deux ans et plus, la rue [Mayor] est fermée pour cause de construction et/ou de travaux de la Ville, m'a-t-elle écrit. L'an dernier, la Ville a dû changer les canalisations, condamnant la rue tout l'été, jusqu'à décembre. Une fois l'asphalte neuve refaite, j'ai remercié le chef de chantier pour ce grand soulagement. Il m'a répondu de ne pas m'attacher à l'asphalte parce qu'ils allaient rouvrir la rue au printemps prochain. Chose qu'ils sont en train de faire depuis le 13 mai... »

Un seul lecteur, chauffeur d'Uber occasionnel, croit que la situation des chantiers s'est améliorée depuis un an ou deux.

Je donnerai le mot de la fin à Éric, un résident d'Ahuntsic à la plume dégourdie, qui se dit maintenant « dégoûté » de l'état de sa ville.

Il signe son long courriel ainsi : « Un âne qui a le dos large. »

18 mois pour une prof qui a agressé et harcelé un élève

ERIKA AUBIN
Le Journal de Montréal

L'ex-enseignante de Saint-Jérôme Catherine Gaboury a été condamnée à 18 mois de prison à la maison pour avoir agressé sexuellement un élève mineur en l'amenant un soir dans le stationnement d'une école.

« On veut que nos professeurs aident à l'épanouissement, les connaissances et le développement des enfants, et non pas les freiner avec des actes sexuels prohibés par la loi », a récemment déploré la juge Nancy McKenna, au palais de justice de Saint-Jérôme.



CATHERINE GABOURY
Coupable

Elle a ensuite été condamnée Gaboury à 18 mois de prison à purger dans la collectivité pour avoir leurré et agressé sexuellement un élève en 2022.

À ce moment, la femme de 29 ans enseignait à l'école secondaire des Hauts-Sommets, où elle était également entraîneuse de basketball. Elle a commencé à échanger des textos à connotation sexuelle avec l'ado. L'identité de la victime est protégée par la cour,

nous empêchant de révéler certains détails.

Un soir, elle est allée chercher l'élève qui était dans une soirée avec des amis. Elle l'a amené dans le stationnement d'une école privée des Laurentides, où elle l'a agressé sexuellement.

PAS COMME DANS LES RÊVES

Dans une brève déclaration lue au tribunal, le garçon a déploré avoir ensuite été perçu en « idole ».

« Selon la majorité des jeunes, j'ai fait l'impossible que tous les jeunes rêvent de faire. Mais cette nuit-là, ça ne s'est pas passé comme je l'aurais aimé. Et cela a amené plusieurs répercussions autant dans ma vie sociale que familiale », a-t-il écrit dans sa lettre.

Quelques semaines après son arrestation à l'automne 2022, Gaboury a harcelé l'élève en l'appelant avec un numéro masqué et en lui envoyant des textos. Il lui était pourtant interdit de communiquer avec lui. Elle lui disait qu'elle l'aimait et lui demandait pardon.

Les policiers se sont déplacés au domicile de l'accusée, où ils l'ont retrouvée « dans un état mental perturbé et en état d'ébriété ».

Puis, un an plus tard, elle conduisait avec les facultés affaiblies par l'alcool lorsqu'elle a happé le véhicule d'une dame. Malgré l'impact, Gaboury a continué son chemin. Les policiers l'ont rapidement arrêtée près d'un stationnement à Saint-Jérôme.

Pour ses crimes, elle a écopé d'une sentence en deçà de la fourchette de peine, mais qui « est raisonnable dans les circonstances », a dit la juge McKenna en entérinant la suggestion commune des avocats.





On a pendu des précurseurs

L'ex-maire de Gatineau Maxime Pedneaud-Jobin a écrit l'an dernier une chronique exceptionnelle au sujet des patriotes dans *La Presse*. Cette chronique de même que celle de Gérard Bouchard « Mythes fondateurs du Québec: les patriotes », publiée dans *Le Devoir* il y a deux ans, devraient être lues par tous les Québécois et ajoutées au cursus scolaire.

Pedneaud-Jobin écrit: « Pour quelles idées se battaient-ils donc avec autant d'acharnement? [...] Pour une éducation générale et publique. Au début du XIX^e siècle, 93 % des enfants n'avaient pas accès à l'école. En 1829, les patriotes adoptèrent un système d'écoles publiques, quatre ans avant la France et dix ans avant l'Angleterre. Leur système supplanta rapidement les écoles dirigées par l'Église et celles sous contrôle anglais. En 1836, le régime colonial a aboli ce système: 70 % des 1462 écoles existantes durent fermer. »

Alors que le récit historique collectif québécois parle des Canadiens français comme

d'une société sous-éduquée jusque dans les années 1960, nous faisant passer pour un peuple ignare asservi à la religion catholique opprimante et rétrograde, on réalise que nous étions, bien au contraire, des précurseurs.

ASSIMILER

Après le coup des écoles en 1836, ce fut l'application du Rapport Durham en 1839. L'objectif était clair: assimiler les Canadiens français afin de faire disparaître leur société caduque et stationnaire, ce peuple sans histoire et sans littérature. On visait la disparition du caractère français du Bas-Canada en le noyant dans un État à majorité anglo-saxonne.

Cela plongea le Bas-Canada (le Québec d'aujourd'hui) dans une grande noirceur de survivance jusqu'à la Révolution tranquille.

On ne saura jamais où serait le Québec si nos écoles n'avaient pas été fermées, si le Rapport Durham n'avait pas été appliqué. Mais, quoi qu'il en soit, c'est l'une des raisons pour lesquelles on ne célèbre pas la reine Victoria et la couronne britannique ici.

HISTOIRE

J'ai deux ados à la maison qui étudient présentement l'histoire du Québec de quatrième secondaire. Je peux témoigner que les notions sur les patriotes sont toujours assez sommaires malgré les promesses d'améliorer les cours d'histoire.

Il est grand temps de revoir notre récit historique et de cesser l'enseignement d'une histoire édulcorée de vérités et de fierté.

Il faut que les Québécois connaissent les luttes avant-gardistes de nos ancêtres et qu'ils en soient fiers.



le **journal**
de **québec**

Un enfant happé à la sortie d'une école primaire

NICOLAS ST-PIERRE

Un enfant a été happé par une voiture à sa sortie de l'école ce midi. L'événement est survenu à l'école de la Farandole, dans le secteur de Beauport.

Les services d'urgence ont immédiatement été contactés et l'enfant, dont l'âge demeure inconnu, a été transporté dans un centre hospitalier.

Ce dernier était toutefois hors de danger au moment d'écrire ces lignes.

«Soyez assurés que l'équipe-école sera en accompagnement de proximité et en soutien aux élèves concernant cet événement malheureux», a déclaré la

direction de l'établissement dans une communication aux parents.

Les circonstances entourant l'événement n'étaient toujours pas connues en fin d'après-midi. Selon nos informations, l'automobiliste qui a heurté le jeune ne circulait pas à grande vitesse.



PHOTO NICOLAS ST-PIERRE

Les rues-écoles de Québec tombent à l'eau

Par Émilie Pelletier, Le Soleil

Une seule rentrée scolaire aura suffi à mettre au rancart les rues-écoles. Le concept européen importé par l'administration Marchand pour sécuriser les abords des établissements scolaires ne s'est pas avéré un succès à Québec.

«Les écoles, pour plusieurs, nous ont indiqué ne pas souhaiter se réengager dans la dynamique de reconduire les rues-écoles dans leurs secteurs», a révélé mardi le vice-président du comité exécutif de la Ville de Québec, Pierre-Luc Lachance.

De l'autre côté de la salle du conseil municipal, l'opposition officielle se questionnait sur l'avenir du projet pilote initié l'automne dernier par l'administration Marchand.

Inspiré par l'expérience parisienne lors d'une mission à l'étranger, le maire Bruno Marchand avait choisi d'imiter le principe de rues-écoles, de plus en plus répandu dans la capitale française. Destinés à améliorer la sécurité autour des écoles, ces tronçons limitent ou en interdisent la circulation automobile le matin, à l'entrée des élèves, et à leur sortie, en fin d'après-midi.

À la rentrée 2023, des écoles avaient levé la main et quatre d'entre elles avaient été retenues par la Ville pour tenter l'expérience. À l'issue de trois semaines d'essai, l'équipe du maire dit avoir constaté que «la gestion était plus complexe que prévu pour les établissements scolaires, les parents et les autres utilisateurs».

Le recrutement de bénévoles pour veiller au bon déroulement du projet relevait des écoles elles-mêmes. Un «frein» pour certaines, avait-on reconnu dès le mois d'août, pour justifier le déploiement à petite échelle des rues-écoles. Selon les informations du Soleil, la grève des enseignants aurait aussi joué en la défaveur du projet pilote.

L'idée qui fonctionne à Montréal, Gatineau et dans des villes françaises comme Strasbourg, n'aura donc pas fait long feu à Québec. Non seulement elle ne sera pas étendue, trois des quatre écoles impliquées ne lui donneront pas une deuxième chance.

«On a compris du projet pilote que le taux de reproductivité de cette formule n'était pas évidente sur le reste du territoire de la ville de Québec», explique le conseiller municipal Pierre-Luc Lachance.

Seule l'école des Jeunes-du-Monde, dans le quartier Maizerets, poursuivra l'aventure. «Nous accompagnerons l'école en question», s'engage-t-il.

Disant avoir établi «plusieurs constats» au cours de la courte expérimentation, la Ville de Québec se montre aussi ouverte à soutenir d'autres établissements dans leurs «initiatives».

«Nos équipes travaillent en permanence à rendre les alentours de nos écoles plus sécuritaires», nuance toutefois Élainie Lepage, attachée politique au cabinet du maire Marchand.

Parmi les démarches entamées pour réduire les risques d'incidents impliquant des écoliers, la Ville s'adonne à finaliser la réalisation de ses cheminements scolaires sécurisés avec trottoirs et signalisation près des 115 écoles de son territoire.



Près d'une centaine de chauffeurs d'autobus scolaires seront en grève dès mercredi

ANTOINE DESROSIERS
JOHN SÉBASTIEN NAÏS

Près d'une centaine de chauffeurs d'autobus scolaires de l'Estrie affiliés à la CSN se sont dotés d'un mandat de grève qu'ils exerceront à compter de ce mercredi si aucune entente n'est conclue avec leur employeur, Transdev. Cette nouvelle séquence de grève pourrait avoir des impacts significatifs pour de nombreux parents dont les élèves fréquentent les écoles du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) et du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC).

Ce sont les travailleurs des Autobus la Sapinière et des Autobus de l'Estrie qui entreront en grève pour 10 jours, soit jusqu'au 31 mai prochain. Ces chauffeurs desservent entre autres les secteurs de Sherbrooke et du Haut-Saint-François.

Le Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus La Sapinière-CSN représente 30 membres, alors que celui des Autobus de l'Estrie compte 63 travailleurs.

À Sherbrooke, les impacts se feront sentir sur le transport d'élèves du secondaire du CSSRS. Aucun transport ne leur sera fourni pendant la durée de la grève.

Quant aux jeunes du primaire, ils n'auront pas accès aux services des autobus du transporteur Transdev.

Le transport ne sera pas non plus fourni aux élèves qui fréquentent un établissement à vocation particulière, soit les écoles du Sacré-Coeur et de l'Écollectif.

Dans une lettre envoyée aux parents, le CSSRS soutient que les services aux écoles et les services de garde seront maintenus. Le transport par berline sera également en service. Le transport effectué par les autobus de la Société de transport de Sherbrooke (STS) n'est pas touché.

Selon le Centre de services, les parents touchés ont déjà été contactés afin qu'ils prévoient d'autres solutions durant la grève.

Dans la MRC du Haut-Saint-François, plusieurs écoles du CSSHC seront aussi affectées.

Écoles touchées par la grève du transport scolaire

- École du Parchemin
- École Notre-Dame-du-Paradis
- École Notre-Dame-du-Sacré-Cœur
- École Saint-Camille
- École Saint-Paul
- Polyvalente Louis-Saint-Laurent

Menace de lock-out

Par voie de communiqué, la CSN, qui représente le Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus la Sapinière et des Autobus de l'Estrie, a indiqué que l'employeur, Transdev, avait laissé planer une menace de lock-out aux salariés des deux syndicats s'ils exerçaient leur grève du 22 au 31 mai.

Les représentants syndicaux ont donc déposé une offre de règlement à l'employeur. Celle-ci est valide jusqu'à ce mercredi, précise la CSN.

L'employeur devra se pencher sur ces deux propositions, et une réponse rapide serait de mise, sans quoi il y aura grève dès le 22 mai pour ces deux syndicats.

- Denis Beaudin, président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie-CSN

Selon la présidente du secteur transport scolaire de la Fédération des employés de services publics (FEESP-CSN), Josée Dubé, les négociations achoppent principalement sur les salaires.

Le syndicat dénonce entre autres que les sommes octroyées par Québec à l'automne 2022 n'aient pas servi à améliorer les conditions de travail des membres.

Le gouvernement a effectivement bonifié l'enveloppe pour le transport scolaire, sauf que l'argent reste dans les poches des transporteurs, elle ne descend pas dans les poches des chauffeurs, soutient Mme Dubé, qui ajoute que les travailleurs font en moyenne 25 000 \$ par année.

Selon la CSN, la bonification reçue pour le transport scolaire était de 15 à 30 %.

De son côté, dans un courriel envoyé à Radio-Canada Estrie, Transdev a indiqué que le dialogue demeure

ouvert entre Transdev et le syndicat et les négociations se poursuivront. Transdev est pleinement engagé pour aboutir à une entente avec le syndicat.

Rappelons qu'au début du mois de mai, plusieurs chauffeurs d'autobus des syndicats de cinq transporteurs avaient annoncé des grèves un peu partout en Estrie. Des ententes sont survenues depuis, notamment pour les travailleurs des autobus B. Dion.

Des chauffeurs d'autobus scolaires dans la Manicouagan déclenchent une nouvelle grève

PAUL FONTAINE

Les chauffeurs d'Autobus de l'Estuaire dans la Manicouagan ont déclenché une sixième vague de grève, qui durera de mardi après-midi à vendredi midi. La rémunération est au cœur du conflit de travail qui oppose l'employeur, Sogesco, aux 17 membres du Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes, affilié à la CSN.

Les négociations pour une nouvelle convention collective achoppent toujours entre les deux parties, alors que la précédente convention est échue depuis juin 2022.

La présidente du secteur transport scolaire de la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), Josée Dubé, qualifie l'offre patronale de ridicule. Elle soutient que Sogesco refuse de remettre aux 17 chauffeurs une part des sommes que Québec lui verse depuis août 2022.

Les contrats ont été largement bonifiés, mais [les conditions prévoient] aussi une juste part pour les chauffeurs d'autobus scolaires. Mais quand on s'assoit à la table pour avoir des augmentations, l'argent n'est pas là.

- Josée Dubé, présidente du Secteur transport scolaire de la FEESP-CSN

Les chauffeurs d'Autobus de l'Estuaire se sont doté d'un mandat de grève de 20 jours pour ce printemps. D'autres débrayages pourraient être déclenchés en juin si les négociations n'aboutissent pas.

Disparité salariale

Le président du Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes, Mario Ouellet, dénonce l'inégalité salariale avec les autres employés de Sogesco sur la Côte-Nord. Chez Autobus du Fer, une filiale de Sogesco à Sept-Îles et Port-Cartier, le salaire horaire est de 26 \$ pour l'année scolaire en cours.

Les permanents, on est à 20,24 \$ présentement. Les temporaires sont à 17 \$. Puis [Sogesco] nous offre 21,05 \$. Tant qu'ils vont rester sur cette position-là, on va être sur le coin de la rue. Parce que tout le monde est bien

crinqué puis tout le monde est bien écoeuré de la situation.

- Mario Ouellet, président du Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes

Selon le Centre de services scolaires (CSS) de l'Estuaire, un peu moins de 650 élèves recourent aux circuits concernés par la grève.

Écoles concernées

- École Les Dunes (Pointe-aux-Outardes)
- École La Marée (Pointe-Label)
- École Bois-du-Nord (Baie-Comeau)
- École secondaire Serge-Bouchard (Baie-Comeau)
- Polyvalente des Baies (Baie-Comeau)

Certains services de transports adaptés sont aussi affectés par cette grève.

Depuis le début du conflit de travail, lancé par une première grève le 12 mars, aucune absence n'a été causée par la perturbation du transport scolaire, selon le CSS de l'Estuaire.

L'établissement scolaire indique que les services de garde pourront accueillir plus d'élèves cette semaine pour accommoder les parents qui doivent reconduire leur enfant à l'école. Le CSS encourage aussi le covoiturage.

Des débrayages ont aussi lieu cette semaine à Rivière-du-Loup, à Drummondville et en Estrie, pour des conflits de travail avec deux employeurs : Sogesco et Transdev.

Sogesco n'a pas retourné la demande d'entrevue de Radio-Canada.

Centre communautaire d'Ahuntsic : une éviction imminente vue comme une « catastrophe »

Marie-Josée Paquette-Comeau

Le cauchemar se répète au Centre communautaire d'Ahuntsic. Après avoir résisté à une première tentative de récupération des locaux en 2022, les organismes qui y sont regroupés font face à une nouvelle menace d'éviction.

Le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) souhaite récupérer les locaux pour répondre à la demande croissante de programmes de francisation pour les immigrants avant l'été 2025.

Pause Famille s'inquiète d'inévitables bris de service en cas de déménagement. Ces inquiétudes trouvent écho à RAP Jeunesse, un organisme qui œuvre auprès de personnes en situation d'itinérance.

La principale crainte du directeur général de RAP Jeunesse, René Obregon-Ida, est de voir les organismes se disperser dans l'arrondissement et, du même coup, de perdre la mutualisation précieuse des services. Une personne peut venir chercher son chèque [d'aide de dernier recours] et nous, on la réfère à la popote roulante au sous-sol, explique-t-il.

Cette synergie permet de meilleures interventions auprès des 25 000 personnes qui bénéficient annuellement des services des différents organismes, selon Solidarité Ahuntsic.

De son côté, le Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC) ferait face à des obstacles logistiques majeurs en cas de déménagement forcé.

Il faudrait non seulement déplacer les réfrigérateurs et congélateurs commerciaux, mais aussi aménager de nouveaux locaux conformes aux normes du ministère québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, avec des coûts estimés entre 100 000 \$ et 200 000 \$, selon la directrice générale du SNAC, Chantal Comtois.

Nouveau centre communautaire

Des élus d'Ahuntsic-Cartierville de divers paliers unissent leurs voix pour demander un délai supplémentaire de cinq ans afin que les organismes puissent demeurer au 10780, rue Laverdure jusqu'à ce que de nouveaux locaux soient disponibles.

Plusieurs solutions sont envisagées, telles que le futur centre communautaire de l'Écoquartier Louvain. Cependant, ces projets prennent du temps, du financement et requièrent des travaux majeurs, indique une lettre envoyée en mars dernier aux ministères de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux ainsi que de l'Immigration, tous impliqués dans le dossier.

En attendant la construction d'un nouvel immeuble, la députée fédérale d'Ahuntsic-Cartierville, la ministre Mélanie Joly, soutient qu'il est impératif de trouver une solution rapidement.

Elle joint ainsi sa voix à celles du député libéral de l'Acadie, André Albert Morin, et du député solidaire de Maurice-Richard, Haroun Bouazzi, pour qui l'éparpillement des organismes hors du centre communautaire serait une catastrophe.

Si notre filet social a les mailles trop larges et on perd des gens en chemin, c'est une question de sécurité publique.

Une citation de Haroun Bouazzi, député de Maurice-Richard

Dans une lettre dont Radio-Canada a obtenu copie, les policiers du poste de quartier 27, rue Fleury, écrivent que les services essentiels que [le centre communautaire] offre à notre population nous permettent de bonifier nos interventions policières. Ces organismes constituent un maillon essentiel du filet social de notre quartier

Forte demande en francisation

Le Centre de services scolaire de Montréal affirme faire face à une augmentation soutenue des besoins scolaires, particulièrement pour les programmes de francisation.

Le CSSDM dit devoir évincer les locataires du centre communautaire Ahuntsic pour éviter un bris de service en l'absence d'une autre solution immobilière permettant d'accueillir tous nos élèves à l'été 2025.

Bien que le CSSDM soit responsable de l'utilisation qu'il fait de ses bâtiments, le ministère de l'Éducation affirme que l'ensemble des intervenants impliqués dans le dossier sont en action afin de trouver des solutions efficaces pour permettre la relocalisation souhaitée par le CSSDM.

Des rencontres sont prévues au cours des prochaines semaines.

Actualités locales

Souligner la diversité culturelle riche de l'école Notre-Dame-de-L'assomption

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Pour la première fois, l'école Notre-Dame-de-L'Assomption a souligné en grand la Journée mondiale de la diversité culturelle, tenue chaque 21 mai. Pour ce faire, les élèves de francisation ont pu enseigner un peu de leur culture à leurs camarades de classe avec différents ateliers qu'ils ont mis sur pied avec des membres de leur famille.

En tout, 17 élèves ont tenu des kiosques dans le gymnase de l'école. De nombreux pays, tels que la Tunisie, le Maroc, la France, le Vénézuéla et bien plus, ont été présentés par les volontaires.

Plusieurs des présentateurs étaient accompagnés de leurs parents ou de membres de leur famille pour les aider à mettre en valeur différents éléments de leur culture, comme les repas ou les traditions. Les 500 élèves de l'école primaire ont ensuite été invités à parcourir ce circuit pendant l'après-midi.

Cauã Mattos, élève de deuxième année venu du Brésil, faisait partie des volontaires. Le garçon a souhaité faire découvrir à ses camarades de classe l'une de ses passions, la *capoeira*, un sport très populaire dans ce pays d'Amérique du Sud.

Pour en parler, Cauã avait invité son entraîneur du Saguenay, Louco, à se joindre à lui. Louco est un kinésiologue de formation de Saguenay qui pratique cet art martial depuis plusieurs années. Cauã suit des cours avec lui depuis son arrivée ici.

La petite Nourson El Arbi a quant à elle décidé d'offrir une leçon d'histoire aux visiteurs. Avec sa famille, l'élève de cinquième année née en Tunisie a choisi de parler de l'indépendance tunisienne.

La jeune fille a adoré sa journée. «J'ai aimé quand tout le monde est venu et qu'ils m'ont écouté. C'était plaisant de montrer des choses de mon pays», a-t-elle expliqué au *Quotidien*.

Des apprentissages pour tous

Annabelle Gagné-Fortin est enseignante de francisation. Inspirée par l'initiative d'une collègue menée l'année dernière pour souligner cette journée, elle a décidé de retenter l'expérience dans une formule plus éclatée.

Elle note que les visiteurs aussi en retirent beaucoup de cette journée riche en apprentissages. «Je pense que ça aide beaucoup au niveau de l'ouverture d'esprit, de voir qu'on est tous des humains et qu'il y a de belles choses qui se passent ailleurs», se réjouit-elle.

Pour elle, la journée de mardi est un franc succès. Tout au long de l'après-midi, elle a été témoin de beaucoup de sourires chez tous les participants, présentateurs ou visiteurs.

D'ailleurs, Mme Annabelle offre des cours de francisation à 21 élèves de l'école primaire. Il n'y a pas d'horaire fixe pour cette clientèle, c'est plutôt leurs besoins qui dictent le nombre d'heures nécessaires en francisation. Par exemple, un élève qui arrive à l'école et qui ne parle pas du tout français peut passer jusqu'à quatre heures par jour avec Mme Annabelle, tandis que d'autres ne la voient que sporadiquement.

Avec ces élèves, Mme Annabelle fait souvent des activités culturelles, pour leur montrer la beauté du Québec. Ils ont notamment patiné et fait de la raquette. Ils iront prochainement visiter le Zoo sauvage de Saint-Félicien.

Le transport scolaire en grève dès demain chez Autobus Camille Mailloux

Guylain Jean



Image d'illustration par Despositphotos

Le Syndicat du transport de la région Grand-Portage–CSN, qui rassemble les salariés des Autobus Camille Mailloux R.D.L. Inc., sera en grève à partir du 22 mai et jusqu'au 18 juin inclusivement si aucune entente n'est conclue avec l'employeur d'ici là.

« Cette semaine, nous déclenchons une séquence de grève afin d'obtenir notre juste part. À deux reprises, en février 2023 et le 3 mai dernier, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a lui-même déclaré sur la place publique que *les chauffeuses et chauffeurs [devaient] avoir leur juste part*. La CAQ de François Legault n'a pourtant pas prévu de règles budgétaires afin que cet argent se rende dans nos poches. La conséquence pour nous est claire : tous les salarié-es de Sogesco doivent recourir à la grève pour aller chercher leur dû. Avec près de 50 % des bris de services à cause des grèves, Sogesco détient aussi le record des grèves déclenchées, totalisant 45 % des conflits », martèle Martin Plourde, président du ST de la région Grand-Portage–CSN.

Pas moins de cinq syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux seront en grève dans quatre régions du Québec. Et ces cinq conflits de travail concernent deux employeurs, soit Transport scolaire Sogesco et la multinationale Transdev.

Dans la région, cette grève touchera 26 circuits du Centre de services scolaire de Kamouraska–Rivière-du-Loup et quatre circuits du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs, secteur Transcontinental.

De nouvelles journées de grève pour les chauffeurs d'autobus



Par **Karianne Nepton-Philippe**



En avril, les chauffeurs d'autobus ont manifesté au coin des boulevards Laflèche et Blanche à Baie-Comeau. Photo archives

« En ce 21 mai, le syndicat déclenchera sa sixième séquence de grève, autant de rendez-vous manqués avec leur employeur qui n'a aucune considération pour leur travail », déclare Guillaume Tremblay, président du Conseil central de la Côte-Nord–CSN.

Cette semaine, ce sont cinq syndicats affiliés à la Confédération des syndicats nationaux qui seront en grève dans quatre régions du Québec. Ces cinq conflits de travail concernent deux employeurs, soit Transport scolaire Sogesco et la multinationale Transdev.

« Il faut souligner que Sogesco possède plus d'une trentaine d'entreprises dans le secteur du transport scolaire au Québec. Dans le cadre des négociations actuelles, il agit de la même manière avec tous ses salarié-es : il refuse toujours de remettre une partie des sommes que le gouvernement lui verse depuis l'automne 2022 », soutient M. Tremblay.

À Drummondville, Rivière-du-Loup et en Estrie, c'est le même combat. Les chauffeurs d'autobus scolaire luttent dans le but d'obtenir des hausses salariales conséquentes.

Rappelons que le Syndicat des chauffeurs scolaires de Pointe-Aux-Outardes–CSN regroupe 17 membres travaillant pour les Autobus de l'Estuaire inc.

Une nouvelle école à Saint-Polycarpe ?



Néomédia Vaudreuil-Soulanges

**Par Jessica Brisson, Éditrice adjointe
En collaboration avec Marie-Claude Pilon**

La Municipalité de Saint-Polycarpe a adopté, le 13 mai dernier, un premier règlement d'emprunt décrétant une dépense de plus de 3 millions de dollars pour l'achat d'un terrain afin d'y implanter une nouvelle école.

Les fonds totalisant 3 078 800 \$ serviront à financer l'achat du terrain, mais également les travaux de voiries, d'infrastructures et pour le prolongement de la rue des Loisirs. Le terrain dans la mire de la Municipalité se trouve à l'extrémité de la rue des Loisirs. Puisqu'il est zoné blanc, aucun changement de zonage ne sera nécessaire.

« Pour le moment, aucune n'entente n'a été conclue entre la Municipalité le Centre de services scolaire des Trois-Lacs ou la Commission scolaire Lester-B-Pearson. On ne peut pas confirmer si ce sera une école primaire ou secondaire ni même si elle sera francophone ou anglophone. Le règlement d'emprunt est vraiment pour s'assurer que nous serons prêts quand une entente sera conclue », confirmait à Néomédia, Éric Lachapelle directeur général de la Municipalité.

La somme sera remboursable sur une période de 20 ans. Une taxe spéciale imposable sur tous les immeubles, construits ou non, sur le territoire de la Municipalité sera prélevée chaque année durant le terme de l'emprunt.

Rappelons que depuis 2020, les municipalités du Québec sont dans l'obligation de céder aux centre des services scolaires et aux commissions scolaires, les terrains nécessaires pour les nouvelles, ou d'exproprier, à leurs frais, les terrains qui seront cédés aux organisations.

Le règlement d'emprunt 201-2024 sera adopté lors d'une prochaine séance du conseil municipal.

Polyvalente La Pocatière : un atelier de mécanique pour contrer le décrochage scolaire - TVA CIMT CHAU

Publié le 21 mai 2024 à 14:29, modifié le 21 mai 2024 à 14:29

Par: [Judith Morin](#)

À l'École polyvalente La Pocatière, un atelier pas comme les autres a vu le jour, et il suscite un engouement remarquable parmi les élèves. Dirigé par Noémie Lévesque, une enseignante visionnaire, cet espace dédié à la mécanique offre bien plus que des connaissances techniques : il offre une opportunité de transformation pour de nombreux jeunes à risque de décrochage scolaire.

Depuis l'automne, plus d'une quinzaine de jeunes se réunissent tous les midis dans cet atelier pour pratiquer la mécanique. Plusieurs tracteurs de jardin ont été donnés à la polyvalente, pour lancer le projet. Les élèves peuvent les modifier, les réparer et améliorer leur performance et leur vitesse. Une station de soudage est même à leur disposition, tout comme une panoplie d'outils, de moteurs et de batteries.

Pour Alexis, passionné de quatre-roues et de motocross, il s'agit de l'occasion parfaite de vivre sa passion au quotidien. Démonter des moteurs, travailler avec des outils, se salir les mains... Ce sont des plaisirs qu'il partage avec ses camarades, qui trouvent en cet espace une communauté où ils se sentent compris et appréciés pour ce qu'ils sont.

« C'était une bonne idée, parce qu'il y a plein de jeunes qui n'ont pas la même passion pour le football. On peut venir ici à la place », se réjouit Ralph. « Ici, on est pas mal tous amis. On est pas mal tous pareils. C'est le fun, ça nous donne quelque chose à faire pendant les midis », explique Tommy.

Ce projet novateur a été récompensé dans le cadre du Défi OSEntreprendre. Le groupe d'élèves a remporté le titre de lauréat régional pour le Bas-Saint-Laurent, dans la catégorie « Secondaire 1er cycle ». Pour l'enseignante Noémie Lévesque, qui a soumis la candidature, cette victoire est bien plus qu'un simple prix. Elle représente la reconnaissance du talent et des aptitudes d'élèves habituellement marginalisés par le système scolaire traditionnel. En effet, pour certains d'entre eux, cet atelier est la raison principale de leur présence à l'école, comme l'explique Alec : « Moi, s'il n'y avait pas de mécanique, ce serait rare que je vienne. »

« Moi, je trouve ça génial qu'on ait gagné ! Ce ne sont pas des jeunes qui réussissent bien à l'école normalement, qui sont des jeunes manuels. Alors le fait que le projet soit reconnu, ça leur montre que c'est important ce qu'ils font et que c'est important, leur talent. Ils se sont rendu compte qu'ils avaient de belles aptitudes, qu'ils étaient capables d'expliquer aux autres ce qu'ils savaient. Et ça, ça vaut de l'or ! », s'exclame Noémie Lévesque.

Steve Santerre, accompagnateur du projet, souligne l'importance de cette initiative pour les élèves plus portés sur le travail manuel. Pour eux, l'école ne se résume pas à des bancs et des cours théoriques : c'est un lieu où ils peuvent s'épanouir et développer leurs compétences pratiques.

« L'école aujourd'hui, c'est assis dans une classe, à faire de la théorie. Il y a beaucoup de jeunes qui sont plus manuels. Ils ont besoin de ça pour se développer. Ils viennent tous les jours, à l'école,

parce qu'ils sont contents de venir en mécanique. Ça leur permet d'accrocher et de rester à l'école le plus possible », exprime-t-il.

Forts du succès de leur atelier, les responsables du projet ont de grandes ambitions pour l'avenir. Ils espèrent voir cette initiative se répandre à travers la province, offrant ainsi à d'autres jeunes la possibilité de découvrir et de nourrir leur passion pour la mécanique. Qui sait, peut-être assisterons-nous un jour à des compétitions amicales entre écoles, où la créativité et le talent des jeunes mécaniciens seront mis à l'honneur.

Pour l'instant, l'activité se poursuivra lors de la prochaine année scolaire. « On a montré l'atelier de mécanique quand on a fait les portes ouvertes et les petits de sixième année, il y en a qui ne rêvent qu'à ça, de venir faire de la mécanique ici », se félicite Noémie Lévesque.

L'enseignante souligne également la participation de citoyens généreux, qui ont contribué au projet en donnant à l'atelier leurs vieux tracteurs ou des outils. Elle ajoute que la polyvalente accepte toujours des dons de matériel, pour assurer la pérennité de l'atelier de mécanique.

Communiqué (s)



GRANDS PRIX CNESST

Le Centre de services scolaire de La Jonquière couronné dans sa catégorie

22 mai 2024

Lors de la 18e cérémonie des Grands prix de de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) qui s'est déroulée à Québec, le Centre de services scolaire De La Jonquière a été nommé Lauréat de la catégorie Proaction pour son projet de prévention des risques psychosociaux et développement d'une structure permettant d'offrir des services éducatifs sécuritaires. Cinq organisations étaient en lice dans cette catégorie.



Sur la photo, de gauche à droite : Hélène D'Auteuil, directrice adjointe, École secondaire des Bâtisseurs, Geneviève Gilbert, directrice adjointe, Service des ressources humaines, Sarah Blackburn-Morin, psychoéducatrice

Le projet gagnant consiste en la mise en place d'une mobilisation et d'une sensibilisation de l'ensemble du personnel scolaire à la prévention, à l'intervention et à la post-intervention en matière de risques psychosociaux, particulièrement lors de crises ou de manifestations de comportements de violence envers les intervenants par des élèves en difficulté.

Message de remerciement de Mme Hélène D'Auteuil lors du gala :

« Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude envers la CNESST pour cette prestigieuse distinction dans la catégorie Proaction. C'est avec une grande fierté que je reçois ce prix, au nom de toute une équipe qui a à cœur de promouvoir la santé et la sécurité au travail.

Je souhaite remercier chaleureusement Geneviève Gilbert, directrice adjointe aux ressources humaines, Sarah Blackburn Morin, psychoéducatrice, Anne Bédard, ressource régionale en DI-TSA et toute l'équipe du département EHDAA de l'école secondaire des Bâtisseurs pour leur engagement et leur dévouement à faire avancer notre projet. Je tiens également à remercier les inspecteurs de la CNESST, Marie-Michelle Larouche et Jean-Martin Cloutier qui nous ont démontré l'importance de mettre notre lunette autant sur les travailleurs que sur nos élèves.

Le personnel du milieu scolaire travaille fort auprès de nos élèves mais, grâce à ce projet, notre CSS a voulu mettre de l'avant l'importance de mettre en place des protocoles visant à éviter les situations de violence auprès de notre personnel. Ce projet a voulu démontrer aux gestionnaires scolaires de toujours avoir à cœur la prévention des risques psychosociaux. Enfin, je tiens à saluer le Centre de services scolaire de la Jonquière pour son soutien constant.

Recevoir ce prix est une reconnaissance de notre engagement envers la prévention des risques psychosociaux et je suis honorée de faire partie de cette équipe exceptionnelle. Merci à tous pour votre soutien et votre confiance. » Hélène D'Auteuil, directrice adjointe, École secondaire des Bâtisseurs

Pour plus d'information





CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS

Un été en chantier au CSSVT - Constructions, travaux et améliorations des bâtiments

22 mai 2024

Différents chantiers occuperont les équipes du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands (CSSVT) pendant la saison estivale et l'organisation est heureuse de faire connaître les projets d'envergure qui permettront d'assurer le bien-être de la communauté scolaire et d'accueillir davantage d'élèves dans ses milieux.



Au cours de l'été, l'équipe des Services des ressources matérielles - Projets d'investissement (SRM) du CSSVT gèrera ainsi des projets de près de 15 millions de dollars en travaux de rénovation, afin d'assurer un milieu sécuritaire et fonctionnel à l'ensemble de la communauté scolaire pour la prochaine rentrée scolaire.

Les SRM participeront ainsi à la réalisation d'une quarantaine de projets de réfection, de rénovation et d'amélioration des écoles (blocs sanitaires, ventilation, toitures, locaux de classe, bureaux, etc.). L'aménagement des cours d'école et des gymnases, le remplacement des revêtements extérieurs et des planchers, la rénovation des blocs sanitaires, l'acquisition de mobilier en fonction des besoins physiques et pédagogiques des élèves et des travaux d'asphaltage figurent parmi les principales améliorations. Aussi, afin d'assurer la sécurité des élèves pendant leurs déplacements autour de ces secteurs, la signalisation routière a été réévaluée avec les MRC concernées.

« Notre organisation est fière de pouvoir offrir, chaque année, des infrastructures sécuritaires et des milieux renouvelés à l'ensemble de la communauté scolaire. L'entretien et l'amélioration de nos bâtiments figurent parmi nos grandes priorités. Ainsi, nos équipes des SRM et des services connexes travaillent avec rigueur pour accomplir cette mission », souligne Suzie Vrandeick, directrice générale du Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands.

Tout savoir sur les classes modulaires

Pendant la période estivale, les équipes des SRM vont également assurer l'installation de classes modulaires dans des écoles primaires de Salaberry-de-Valleyfield et d'Ormstown.

Aménagées comme des locaux standards complets, ces classes sont équipées d'un tableau interactif et du mobilier régulier répondant aux besoins des écoles et des élèves. La finition intérieure est équivalente à celle d'une école conventionnelle et un corridor sécurisé relie chaque modulaire à son école. Ce sont de véritables classes sur mesure, des espaces modernes et même convoités par la communauté.

« Ça fera bientôt trois ans qu'on installe des modulaires dans nos milieux, alors on est en terrain connu et tout devrait se dérouler rondement cette année également. Selon nos prévisions et puisque c'est devenu la norme pour tous les centres de services scolaires au Québec, ces bâtiments seront en place pour quelques années dans l'attente de nouvelles constructions, afin de répondre à la croissance rapide de la clientèle étudiante sur le territoire », précise Geneviève Faubert, directrice des Services des ressources matérielles - Projets d'investissement du CSSVT.



Au sujet du chantier de l'EBSF

Les travaux d'agrandissement de l'école de la Baie-Saint-François se poursuivent et l'achèvement est toujours repoussé cet été selon l'échéancier fourni par l'entrepreneur. Rappelons que cet immense chantier permettra de doubler la superficie de l'école secondaire et de répondre à la hausse de clientèle prévue dans nos milieux scolaires.

L'équipe des SRM ainsi que les ingénieurs et architectes mandatés pour réaliser le projet sont en constante communication avec l'entrepreneur afin de s'assurer de la livraison de nouveaux espaces sécuritaires, conformes et durables; des notions au coeur des démarches de notre organisation.

Le CSSVT est heureux de pouvoir compter sur la collaboration et la bienveillance de ses équipes qui permettent à l'organisation de traverser cette période avec agilité et un regard tourné vers l'avenir.

Pour suivre l'évolution du chantier : www.cssvt.gouv.qc.ca/projet/agrandissement-ebfs.

Au sujet de l'école du secteur Grande-Île

En juin 2022, le ministère de l'Éducation (MEQ) a annoncé un investissement de 40 millions de dollars pour réaliser un projet de construction d'une école primaire dans le secteur Grande-Île à Salaberry-de-Valleyfield. Depuis, les équipes du CSSVT ont travaillé à l'élaboration de différents plans, ont rencontré les professionnels du milieu et ont procédé aux périodes de consultation nécessaires à la conception de ce nouvel établissement.

Si les prochaines étapes se déroulent selon l'échéancier prévu, la future école pourra accueillir 576 élèves pour la rentrée scolaire 2026-2027. Cette nouvelle construction accueillera entre autres un gymnase double, 6 classes de niveau préscolaire, 18 classes régulières, des locaux pour le personnel administratif et le personnel professionnel, des classes d'arts plastiques et de musique, une salle de motricité, une cuisine pédagogique, des espaces de collaboration et plusieurs autres lieux d'apprentissage et de découverte.

« Les équipes du CSSVT qui ont participé au processus de réflexion entourant la conception de ce nouvel édifice ont fait preuve d'ouverture et d'innovation. L'école disposera d'un carrefour d'apprentissage et d'un espace multifonctionnel, et les espaces collectifs (caféteria, gymnase, salle polyvalente, etc.) seront centralisés à la jonction des ailes de classes afin d'être facilement accessibles pour les élèves et le personnel », précise madame Faubert.

Le développement du projet va bon train et le déboisement du terrain situé sur la rue La Traversée, dans le secteur Grande-Île, a d'ailleurs débuté en février dernier, signe que les premières pelletées de terre seront éventuellement à notre portée.

« Les équipes poursuivent leurs démarches auprès du MEQ afin d'obtenir les autorisations nécessaires pour accomplir les étapes suivantes. C'est d'ailleurs avec beaucoup d'enthousiasme qu'on annonce que les appels d'offres ont été lancés à la fin avril pour trouver l'entrepreneur qui s'assurera de mener ce chantier à terme dans les meilleures conditions », ajoute madame Vranderick.

À cet effet, selon les exigences et recommandations du MEQ, les premières phases de construction de cette nouvelle école sont envisagées au courant de l'année 2024.

Pour suivre l'évolution de ce projet d'envergure et pour apprécier les images des plans préliminaires de cette construction, visitez le <https://cssvt.gouv.qc.ca/projet/future-ecole-primaire-salaberry-de-valleyfield/>.

Pour en savoir davantage au sujet des travaux et améliorations de nos bâtiments, visitez le <https://cssvt.gouv.qc.ca/organisation/info-travaux/>

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands

630, rue Ellice
Beauharnois Québec
Canada J6N 3S1
📍 cssvt.gouv.qc.ca/

Gala d'excellence annuel du RSEQ Côte-Nord

Les représentants du CSSE décrochent sept prix sur la scène régionale

Baie-Comeau, 21 mai 2024 – Les représentants du Centre de services scolaire de l'Estuaire ont une fois de plus brillé lors du Gala d'excellence annuel de Réseau du sport étudiant (RSEQ) de la Côte-Nord qui était présenté à l'école secondaire Serge-Bouchard de Baie-Comeau, le 17 mai dernier, en décrochant 7 des 16 prix décernés au cours de la soirée. Quatre des récipiendaires font d'ailleurs partie des finalistes en prévision du Gala provincial qui aura lieu à Québec, le 7 juin prochain.

Les lauréats régionaux

Du côté des honneurs individuels, Marilou Dufour de l'école Marie-Immaculée des Escoumins et Clovis Jean de l'école St-Luc de Forestville ont respectivement mérité le titre d'Élève féminine et Élève masculin de 6^e année ayant le mieux concilié le sport et les études.

Au secondaire, Emy Poirier de la Polyvalente des Rivières de Forestville a quant à elle décroché le titre d'Élève féminine de 5^e secondaire ayant le mieux concilié le sport et les études pendant que Jacob Lévesque de la Polyvalente des Baies méritait le titre de Personne ayant le plus contribué au développement des saines habitudes de vie dans son milieu.

Toujours au secondaire, mais sur le plan collectif, l'équipe cadette de basketball Les Vikings de la Polyvalente des Baies a remporté le titre d'Équipe féminine de Division 3 par excellence pendant que les badistes Thomas Gilbert et Julien Laurencelle du Phénix de la Polyvalente des Berges de Bergeronnes méritaient le titre d'Équipe masculine de Division 3 par excellence, eux qui évoluaient cette année dans la catégorie juvénile.

Finalement l'école secondaire Serge-Bouchard de Baie-Comeau a mis la main sur le titre d'École secondaire ayant le plus contribué au développement des activités physiques et sportives dans son milieu.

En route vers la Gala provincial

Parmi l'ensemble des lauréats de la soirée du 17 mai, cinq dossiers ont retenu l'attention du jury provincial et seront donc en lice pour l'obtention des grands honneurs lors du Gala d'excellence qui aura lieu à Québec, le vendredi 7 juin prochain. C'est le cas de Marilou Dufour, Emy Poirier, Jacob Lévesque et de l'école secondaire Serge-Bouchard, qui font partie des trois dossiers retenus parmi ceux présentés dans l'ensemble du Québec à titre de finalistes de leur catégorie respective. Ismaël Fontaine de l'Institut d'enseignement de Sept-Îles fait lui aussi partie des finalistes provinciaux dans la catégorie Élève-athlète masculin de niveau secondaire ayant démontré une persévérance académique et sportive.

...2

Autres lauréats régionaux

En plus des catégories précédemment citées, sept autres prix ont été décernés lors de la soirée à laquelle ont assisté près de 150 personnes, le 17 mai à l'école secondaire Serge-Bouchard.

Le Centre de services scolaire de l'Estuaire se joint à la direction des écoles de son territoire de même qu'aux équipes-écoles pour féliciter les élèves-athlètes ainsi que l'école secondaire Serge-Bouchard, honorés dans le cadre de cet événement de reconnaissance, mais aussi les finalistes des différentes catégories et ceux qui ont participé aux activités tout au long de l'année.

Nous profitons également de l'occasion pour remercier l'ensemble des personnes, membres du personnel, entraîneurs, bénévoles et autres adultes ayant encadré nos élèves afin de leur permettre de participer aux nombreuses activités sportives offertes sur le territoire sous la coordination du RSEQ de la Côte-Nord.

-30-

Source : Patricia Lavoie
Régisseuse aux communications
Centre de services scolaire de l'Estuaire
418 589-0806, poste 4860
patricia.lavoie@csestuaire.qc.ca

Liste des récipiendaires
Gala régional du RSEQ 2024
17 mai école Serge Bouchard à Baie Comeau

L'élève féminine de 6^e année ayant le mieux concilié le sport et les études

Marilou Dufour

École Marie-Immaculée – Les Escoumins

L'élève masculin de 6^e année ayant le mieux concilié le sport et les études

Clovis Jean

École St-Luc - Forestville

Coup de cœur secondaire

Maé Lachance

École Jean du Nord-Manikoutai - de Sept-Îles

Étudiant(e) athlète par excellence au niveau collégial ayant le mieux concilié le sport et les études

Julie Delarosbil

Cégep de Sept-Îles

L'entraîneur féminin par excellence

Vicky Arseneault

École Monseigneur Labrie – Havre St-Pierre

L'entraîneur masculin par excellence

Marius McKinnon

École Harrington – Harrington Harbour

L'élève-athlète féminine de niveau secondaire ayant démontré une persévérance académique et sportive

Jaelle Lévesque

Institut d'enseignement de Sept-Îles – Sept-Îles

L'élève-athlète masculin de niveau secondaire ayant démontré une persévérance académique et sportive

Ismaël Fontaine

Institut d'enseignement de Sept-Îles

L'élève-athlètes féminine de 5^e secondaire ayant le mieux concilié le sport et les études

Emy Poirier

Polyvalente des Rivières - Forestville

L'élève-athlètes masculin de 5^e secondaire ayant le mieux concilié le sport et les études

Jérôme Audette

Institut d'enseignement de Sept-Îles

L'équipe féminine de Division 3 par excellence au niveau secondaire

Les Vikings de la Polyvalente des Baies – Baie-Comeau

Basketball Cadet

L'équipe masculine de Division 3 par excellence au niveau secondaire

Thomas Gilbert et Julien Laurencelle

Phénix de la Polyvalente des Berges – Grandes-Bergeronnes

Badminton - Juvénile

L'école secondaire ayant le plus contribué au développement des activités physiques et sportives dans son milieu

École secondaire Serge Bouchard – Baie-Comeau

Centre de service scolaire de l'Estuaire

L'école primaire ayant le plus contribué au développement des activités physiques et sportives dans son milieu

École Mère D'Youville – Port-Cartier

Centre de service scolaire du Fer

Personne ayant le plus contribué au développement des saines habitudes de vie dans son milieu

Jacob Levesque

Polyvalente des Baies – Baie-Comeau

Coup de cœur primaire

Ajay Thirnish

École primaire Johny Pilot du conseil des Montagnais de Sept-Îles Maliotenam



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

« Mets tes souliers pour I.C. ! » Record de participation à une course des plus rassembleuses à l'école Immaculée-Conception !

22 mai 2024

Quatre cent soixante-dix élèves, parents et membres de la communauté ont participé à la sixième édition de la course « Mets tes souliers pour I.C.! » qui avait lieu le 4 mai dernier dans l'environnement de l'école Immaculée-Conception au centre-ville de Shawinigan. Les participants avaient le choix entre quatre distances soit le 1 km, le 3 km ou encore le 5 km à la course et comme nouveauté cette année, un 3 km marche pour cet événement organisé bénévolement par l'équipe-école.

Près de 11 000 dollars ont été amassés lors des activités en lien avec la course et seront réinvestis pour l'amélioration des équipements sportifs de l'école et la promotion des saines habitudes de vie auprès des élèves.

L'implication de monsieur Claude Grenier, de Claude Grenier Ressources humaines à titre de président d'honneur, de l'animateur Francis Lambert (DJ Prince Lambert), a grandement contribué à faire de cette sixième édition un succès.

Sur le plan sportif, nous avons eu droit à plusieurs performances dignes de mention avec, entre autres, celles de nos élèves : Charles Guimond, Justin Grenier 1er et 2e au 1 km, Rosalie Rheault et Lydia Beaupré, 1re et 3e chez les filles au 1 km de même que Maria Hajji, Amy Natarelli 1re et 2e au 3 km chez les filles ainsi que Alexis et Malik Descôteaux 1er et 2e chez les garçons. Pour terminer, notons aussi la 3e position d'Abdoul Latif Assoumane au 5 km.



Membres du comité 2024

De gauche à droite : Marie-Clode Baribeault, directrice de l'école, M. Claude Grenier président d'honneur, Valérie Guimont, enseignante, Véronique Martel, enseignante, Yves Bolduc, éducateur en service de garde et Manon Lafontaine Technicienne en service de garde.

L'équipe-école tient à remercier tous les coureurs pour leur présence, les bénévoles qui ont assuré le bon déroulement de la journée ainsi que tous les commanditaires de cet événement : Claude Grenier Ressources humaines, Société St-Vincent de Paul, Groupe Vincent, Maxi, SNB construction, Pierre Lachance, Ranch Canin Manitou, Manon Jean Météo intérieure, Toiture Pro HD, Les ouvertures Saint-Boniface, Volta financement et Paradoxe Construction, Défi de la Tortue, IGA Shawinigan, Transport La Mûle, Tim Hortons, Marché Traditions St-Georges, Centre sportif Benny, Jacques Vincent, Les bleuets du Rang St-Michel, Laser Plus, Subway, Go Sports, Restaurant Olympic, Écogriffe, Librairie Poirier, Pharmaprix, Plaza de la Mauricie, Cascades de Shawinigan, Salon Hollywood, Tous les jours Dimanche, Pâtisserie le Palais, Fromagerie Boivin, La Petite Bretonne, Party en Folie, le Ranch Dupont, Arbraska, Le trou du Diable, Distribut'eau, La patrouille canadienne de ski, Les ambulances 22/22, Stokes, Épicure Alyson Lachance, Le Broadway Pub, Cadeaux chez Guy, Les Gonflés, Restaurant chez Jeannot, Nobert, L'Entre-Jeux, la ville de Shawinigan, Mille et une créations, L'étoile Polaire ainsi que Meubles Jacob pour le photobooth. Catherine Salois, Floralie Bournival et Gabriel Bourassa étaient nos photographes pour l'événement, merci !

Les organisateurs vous donnent rendez-vous pour le septième anniversaire de l'événement : le samedi 3 mai 2024 !

Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Une construction à la hauteur des jeunes du secondaire

22 mai 2024



Un nouveau bâtiment est en pleine construction à l'école secondaire La Dauversière-Évangéline. Celui-ci s'ajoutera aux deux déjà existants, afin d'offrir plus d'espace aux élèves pour apprendre, bouger et s'épanouir.

Ce projet laisse une grande place aux arts plastiques, à la musique et à la science. Sa réalisation est le fruit de beaucoup de travail et de réflexions qui ont eu lieu au cours des dernières années pour répondre au besoin grandissant de scolarisation dans Cartierville.

Avec bientôt un troisième pavillon, cette grande école secondaire pourra accueillir environ 625 nouveaux élèves du quartier.

Pelletée de terre symbolique

Le 3 mai dernier, nous avons souligné le début de cet important projet de construction. La célébration s'est déroulée en compagnie de la communauté scolaire, des élus, des professionnels externes et des représentants du Centre de services scolaire de Montréal.

Pour l'occasion, deux élèves nous ont exprimé leur enthousiasme à propos du chantier. Alice attend avec impatience les nouveaux laboratoires de science! Elle ajoute : « Je crois que tout le monde y trouvera son compte! Les équipes sportives bénéficieront d'un nouveau gymnase et d'équipement pour leurs entraînements.

Le local de musique, qui sera aménagé pour les groupes des programmes symphonie, accueil et odyssee, rendra l'espace plus pratique afin de favoriser l'apprentissage d'instruments selon les intérêts de chacun. »

Grandes lignes du projet

Entre autres, le nouveau bâtiment comprendra :

- 20 classes
- un gymnase double
- un carrefour d'apprentissage (bibliothèque)
- une agora intérieure en lien avec un espace extérieur aménagé
- une cafétéria
- une classe de musique
- une classe d'arts plastiques
- 4 laboratoires de sciences, dont des salles de préparation, une salle de machines-outils et 2 classes techno
- un ascenseur

Vous pouvez suivre l'[évolution du chantier en temps réel](#).

Pour plus d'information



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

Mission interculturelle accomplie à l'école Notre-Dame-d'Etchemin!

22 mai 2024

Visages maquillés, mets exotiques savourés, traditions partagées, voilà quelques-unes des particularités vécues par les élèves des trois bâtisses de l'école Notre-Dame-d'Etchemin! Pour sa 2^e édition, la Journée d'ateliers interculturels accueillait tous les élèves de l'école au pavillon du Méandre pour vivre un tour du monde en quelques heures. Plusieurs généreux parents volontaires ayant grandi dans un autre pays ont partagé l'amour qu'ils portent à leurs origines à travers leurs coutumes, leurs souvenirs et des objets uniques. Sous la forme d'ateliers, les élèves voyageaient d'une classe à l'autre, en se laissant imprégner par une culture parfois méconnue, parfois surprenante, mais toujours enrichissante. Par exemple, Justine, élève de 6^e année, a appris qu'au Costa Rica, les déjeuners sont bien loin de ressembler aux nôtres, se composant de riz et de haricots!



Justine et Jennifer, charmantes élèves accueillant les parents bénévoles



Atelier sur la Tunisie par Ameni Chaouechi et Ramzi Ferjani

Cette journée thématique était particulièrement attendue cette année, car chaque élève a pu s'y préparer à l'aide d'une multitude d'activités. Toute la semaine, les cours de musique portaient sur les instruments de divers pays. En éducation physique, plusieurs se sont adonnés au kho kho, un jeu traditionnel indien. Qui plus est, les élèves de 6^e année ont eu l'occasion d'effectuer une recherche approfondie sur le pays de leur choix. Toutes ces initiatives ont préparé les jeunes à vivre des moments de partage aujourd'hui, symbolisant la richesse de la diversité qui fait partie de l'identité de cette école lévisienne, où l'on dénombre environ 250 élèves issus ou dont les parents sont issus de l'immigration, ainsi que certains membres de son personnel, notamment Miss Peggy, qui a pris part à l'activité cette année en nous faisant découvrir ses origines camerounaises.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Navigateurs

1860, 1^{re} Rue

Lévis Québec

Canada G6W 5M6

🌐 www.csdn.qc.ca

DESTINATAIRES : Les médias

EXPÉDITEUR : Amélie Germain-Bergeron, directrice adjointe aux communications

DATE : Le 21 mai 2024

« Mets tes souliers pour I.C. ! » Record de participation à une course des plus rassembleuses à l'école Immaculée-Conception !

Shawinigan, le 21 mai 2024 - Quatre cent soixante-dix élèves, parents et membres de la communauté ont participé à la sixième édition de la course « Mets tes souliers pour I.C.! » qui avait lieu le 4 mai dernier dans l'environnement de l'école Immaculée-Conception au centre-ville de Shawinigan. Les participants avaient le choix entre quatre distances soit le 1 km, le 3 km ou encore le 5 km à la course et comme nouveauté cette année, un 3 km marche pour cet événement organisé bénévolement par l'équipe-école.

Près de 11 000 dollars ont été amassés lors des activités en lien avec la course et seront réinvestis pour l'amélioration des équipements sportifs de l'école et la promotion des saines habitudes de vie auprès des élèves.

L'implication de monsieur Claude Grenier, de Claude Grenier Ressources humaines à titre de président d'honneur, de l'animateur Francis Lambert (DJ Prince Lambert), a grandement contribué à faire de cette sixième édition un succès.

Sur le plan sportif, nous avons eu droit à plusieurs performances dignes de mention avec, entre autres, celles de nos élèves : Charles Guimond, Justin Grenier 1^{er} et 2^e au 1 km, Rosalie Rheault et Lydia Beaupré, 1^{re} et 3^e chez les filles au 1 km de même que Maria Hajji, Amy Natarelli 1^{re} et 2^e au 3 km chez les filles ainsi que Alexis et Malik Descôteaux 1^{er} et 2^e chez les garçons. Pour terminer, notons aussi la 3^e position d'Abdoulatif Assoumane au 5 km.



Membres du comité 2024

De gauche à droite : Marie-Clode Baribeault, directrice de l'école, M. Claude Grenier président d'honneur, Valérie Guimont, enseignante, Véronique Martel, enseignante, Yves Bolduc, éducateur en service de garde et Manon Lafontaine Technicienne en service de garde.

L'équipe-école tient à remercier tous les coureurs pour leur présence, les bénévoles qui ont assuré le bon déroulement de la journée ainsi que tous les commanditaires de cet événement : Claude Grenier Ressources humaines, Société St-Vincent de Paul, Groupe Vincent, Maxi, SNB construction, Pierre Lachance, Ranch Canin Manitou, Manon Jean Météo intérieure, Toiture Pro HD, Les ouvertures Saint-Boniface, Volta financement et Paradoxe Construction, Défi de la Tortue, IGA Shawinigan, Transport La Mûle, Tim Hortons, Marché Traditions St-Georges, Centre sportif Benny, Jacques Vincent, Les bleuets du Rang St-Michel, Laser Plus, Subway, Go Sports, Restaurant Olympic, Écogriffe, Librairie Poirier, Pharmaprix, Plaza de la Mauricie, Cascades de Shawinigan, Salon Hollywood, Tous les jours Dimanche, Pâtisserie le Palais, Fromagerie Boivin, La Petite Bretonne, Party en Folie, le Ranch Dupont, Arbraska, Le trou du Diable, Distribut'eau, La patrouille canadienne de ski, Les ambulances 22/22, Stokes, Épicure Alyson Lachance, Le Broadway Pub, Cadeaux chez Guy, Les Gonflés, Restaurant chez Jeannot, Nobert, L'Entre-Jeux, la ville de Shawinigan, Mille et une créations, L'étoile Polaire ainsi que Meubles Jacob pour le photobooth. Catherine Salois, Floralie Bournival et Gabriel Bourassa étaient nos photographes pour l'événement, merci !

Les organisateurs vous donnent rendez-vous pour le septième anniversaire de l'événement : le samedi 3 mai 2024 !

-30-

Source :

Amélie Germain-Bergeron
Directrice adjointe aux communications
Centre de services scolaire de l'Énergie
Téléphone : 819 539-6971 poste 2340
agermainbergeron@cssenergie.gouv.qc.ca

Informations :

Yves Bolduc
Directeur de course
École Immaculée-Conception
Tél. : 819 537-4690, poste 2605
ybolduc@cssenergie.gouv.qc.ca

Marie-Clode Baribeault
Directrice
École Immaculée - Conception
Tél. : 819 537- 4690 poste 2601
mclaribeault@cssenergie.gouv.qc.ca

Prévost : Le maire est « très rassuré » pour le terrain de la nouvelle école

Simon Cordeau

Des citoyens inquiets ont questionné le conseil municipal de Prévost, lors de la séance de lundi, 13 mai. Ils craignent que le terrain où sera construite la nouvelle école secondaire soit contaminé. Mais le maire, Paul Germain, affirme que des études ont été réalisées et qu'il était « très rassuré » par les résultats.

Métaux lourds ?

« Je fais partie d'un groupe de citoyens qui sont très préoccupés par la construction d'une école secondaire sur l'ancien golf de Shawbridge. Nous croyons qu'il est contaminé par des métaux lourds, comme du cadmium, du mercure et de l'arsenic, qui étaient utilisés sur les terrains de golf des années 1940 aux années 1980 », a expliqué le citoyen Gary Selby, durant la période de questions. « Avez-vous fait des tests sur le terrain pour détecter ces métaux lourds ? »

« Le gouvernement a fait une étude environnementale, phase 1. [...] J'ai fait venir l'étude au bureau. Je l'ai vue et elle dit noir sur blanc qu'il n'y a aucun enjeu à ce niveau-là », a répondu M. Germain. Cependant, il ne peut rendre l'étude publique, puisqu'elle appartient à la Société québécoise des infrastructures (SQI). Une demande d'accès à l'information auprès d'elle permet aux citoyens d'obtenir copie de l'étude, a-t-il expliqué.

Tests de sol

« Pourquoi les autres terrains de golf, comme à Rosemère et à Gatineau, sont contaminés. Mais celui de Shawbridge ne le serait pas ? Pourquoi est-il différent ? », a demandé M. Selby. En 2021, les médias rapportaient que le terrain de golf de Rosemère avait [« des taux de contamination supérieurs aux normes »](#) de mercure et d'arsenic. Cela rendait le terrain non conforme pour des usages résidentiel et commercial.

« Selon ce que j'ai lu dans le rapport, il n'y a pas eu de test de sol. [...] Mais à la suite des discussions avec les agronomes qui s'occupaient de l'application des pesticides sur le golf, ils ont convenu que ce n'était pas nécessaire », a d'abord répondu M. Germain. Un autre citoyen l'a relancé, en soulignant que seul un test de sol permettrait de détecter la présence ou non de métaux lourds. « On peut faire la demande à la SQI. On va faire la demande pour clore le dossier une fois pour toute », a alors concédé le maire.

Joint par téléphone mercredi, 15 mai, M. Germain a indiqué avoir eu de nouvelles informations depuis la séance du conseil. « Il y a eu 30 forages qui sont concluants. [...] Il y a eu plusieurs études fauniques, floristiques, archéologiques, etc. Ce terrain-là a été scanné de tout bord, tout côté. » Il ajoute que la Ville de Prévost a aussi fait des vérifications de son côté. « Je n'ai jamais eu de doutes. [...] Je suis très satisfait du travail de la SQI. Ce sont des gens extrêmement professionnels et très tatillonneux », a-t-il insisté.

Construction bientôt

La construction de l'école secondaire devrait commencer bientôt. Début avril, la députée de Prévost, Sonia Bélanger, [indiquait au journal Le Nord](#) que le projet devait être déposé devant le Conseil des ministres « dans quelques semaines ». Ensuite, les travaux pourront commencer, nous avait-elle assuré.

Comme l'école n'est pas encore « officiellement confirmée », la SQI n'a pas pu répondre à nos questions sur le terrain où elle sera construite. « Le projet doit être entériné par le gouvernement, avant qu'une annonce soit faite pour annoncer le choix du terrain », nous écrit Anne-Marie Gagnon, conseillère aux communications et relations avec les médias à la SQI.

« Il est toutefois important de mentionner que des études de validation des sols sont fréquemment effectuées dans un processus normal d'acquisition et de choix d'un terrain pour un projet de construction. [...] De ce fait, le terrain qui serait choisi pour la nouvelle école répondra aux normes les plus strictes en matière de contamination ou fera l'objet des travaux nécessaires pour le rendre conforme », ajoute Mme Gagnon.

Rappelons que la Ville de Prévost a acquis l'ancien terrain de golf de Shawbridge [en octobre 2023](#), afin que la nouvelle école secondaire y soit implantée.

Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée (CENTAURE) - Déploiement national de la ligne RENFORT

NOUVELLES FOURNIES PAR

Cabinet du ministre de la Sécurité publique →

21 mai, 2024, 09:00 ET

QUÉBEC, le 21 mai 2024 /CNW/ - Le ministère de la Sécurité publique, conjointement avec le ministère de l'Éducation, octroie une subvention de 600 000 \$ pour les années 2023-2024 à 2025-2026 au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence.

Ce financement permettra le déploiement à l'échelle nationale de l'offre de services de la ligne RENFORT, au départ réservée à la région métropolitaine. Cela contribuera à offrir du soutien et de l'accompagnement aux familles des jeunes touchés par la violence armée ainsi qu'aux divers acteurs des milieux scolaires sur l'ensemble du territoire québécois.

La ligne téléphonique RENFORT, confidentielle et gratuite, répond à un besoin exprimé par les parents et les proches ayant des préoccupations quant aux enjeux de violence armée ou des inquiétudes vis-à-vis un membre de leur famille. Les personnes qui appellent peuvent, au besoin, être dirigées vers les ressources adéquates. Le gouvernement du Québec s'est attaqué à la violence armée et a déployé des moyens et des ressources considérables, notamment avec la mise en place de la Stratégie CENTAURE, qui a bénéficié de 360,7 M\$ pour permettre des initiatives de prévention et de répression de la violence liée aux armes à feu et aux gangs.

Citations :

« Notre gouvernement accorde une grande importance à la prévention de la violence, dont celle liée aux armes à feu. Comme en témoignent nos investissements dans la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée (CENTAURE), la réponse gouvernementale à cet

enjeu est cohérente, concertée et efficace. Grâce au partenariat avec le ministère de l'Éducation, la bonification annoncée aujourd'hui permettra de joindre beaucoup plus de familles, en plus des intervenants scolaires, partout au Québec. »

François Bonnardel, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de la région de l'Estrie

« Je suis très content de cette initiative conjointe avec le ministère de la Sécurité publique. Elle contribuera à mieux outiller les écoles et les centres de services scolaires face aux enjeux de violence. Notre priorité est d'assurer le bien-être et la sécurité de l'ensemble des élèves et du personnel scolaire du Québec. Je pense qu'avec cette ligne, on pourra mieux soutenir nos équipes-écoles et les familles touchées par la violence armée. C'est d'ailleurs l'une des mesures de notre plan de prévention de la violence et de l'intimidation que j'ai présenté l'automne dernier. »

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation et ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

« La violence armée chez les jeunes inquiète et la ligne RENFORT constitue une mesure concrète pour soutenir les communautés dont les membres sont touchés, de près ou de loin, par ce phénomène. Au fil des ans, le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence a développé une expertise dans l'accompagnement de personnes aux prises avec des enjeux en lien avec la radicalisation menant à la violence ou des actes à caractère haineux. En 2023, les élus de la ville de Montréal, que nous remercions chaleureusement, nous ont invités à mettre à profit ce savoir-faire basé sur une approche intégrant la compassion, l'écoute, la bienveillance et la confidentialité, afin de soutenir les familles trop souvent démunies devant les problèmes que vivent leurs enfants. Aujourd'hui, nous sommes heureux de compter sur cette contribution du gouvernement du Québec pour étendre le service de la ligne RENFORT à l'ensemble de la province. »

Roselyne Mavungu, directrice générale du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence

Faits saillants :



- La ligne RENFORT, dont le lancement a été fait le 28 juin 2023, est actuellement financée par la Ville de Montréal et découle du premier Forum de Montréal pour la lutte contre la violence armée, tenu en 2022.
- La bonification du financement, par l'entremise du ministère de la Sécurité publique et du ministère de l'Éducation, s'inscrit dans le Plan d'action 2023-2028 élaboré par le Québec dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, un financement fédéral destiné à appuyer les gouvernements provinciaux et territoriaux pour la réalisation d'initiatives de prévention et de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, de même que dans la Stratégie CENTAURE du gouvernement du Québec.
- Elle fait partie des mesures ajoutées par le ministère de la Sécurité publique au Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028 du ministère de l'Éducation.
- Depuis sa mise en place, la Stratégie CENTAURE a bénéficié de 360,7 M\$ sur neuf ans (2019-2020 à 2027-2028), dont 187,7 M\$ proviennent du gouvernement du Québec et 173 M\$, du gouvernement du Canada. Ces sommes permettent à des initiatives de prévention et de répression de la violence liée aux armes à feu et aux gangs de voir le jour. Elles favorisent aussi le développement de connaissances sur ce phénomène et de meilleures pratiques d'intervention.
- Une campagne de prévention contre la violence armée destinée aux jeunes de 13 à 17 ans sera déployée au cours des prochains mois par le ministère de la Sécurité publique.

Liens connexes :

Pour en savoir davantage sur la Stratégie CENTAURE

Pour en savoir plus sur nos activités ministérielles, suivez-nous dans les médias sociaux :

www.facebook.com/securitepublique/

twitter.com/secpubliqueqc

instagram.com/securitepubliqueqc



SOURCE Cabinet du ministre de la Sécurité publique

Renseignements: Source: Maxime Bélanger, Attaché de presse, Cabinet du ministre de la Sécurité publique, 438 838-3952, maxime.belanger@mssp.gouv.qc.ca; Émilie Rousselet, Conseillère en communication et relations médias, Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, 438 884 2912, medias@cprmv.org; Information: Relations medias, Direction des communications, Ministère de la Sécurité publique, 418 646-6777, poste 30274, relations.medias@mssp.gouv.qc.ca





LA FONDATION POUR
L'ÉTUDE DES GÉNOCIDES

Moins de la moitié des écoles secondaires du Québec incluent l'Holocauste et d'autres génocides dans leur programme d'études

22 mai 2024

À l'échelle nationale, ce chiffre s'élève plutôt à 82 %, à un moment où la majorité des enseignants canadiens affirment qu'il est nécessaire de donner une plus grande place à l'étude de l'Holocauste et d'autres génocides compte tenu des récents événements -

Près de 72 % des enseignants au secondaire du Canada croient qu'au vu des récents événements sur la scène internationale, il est particulièrement important d'inclure l'Holocauste et d'autres génocides au programme des écoles, et pourtant, moins de la moitié (47 %) des enseignants du Québec disent que ce sujet est inclus dans le leur.

Voilà la conclusion d'une enquête réalisée en février et en mars par la Fondation pour l'étude des génocides, en partenariat avec l'Association d'études canadiennes. Dans le cadre de l'enquête, près de 200 enseignants en sciences humaines et en histoire au deuxième cycle du secondaire ont été sondés au sujet de l'enseignement au Canada de l'Holocauste et des génocides.

Le Québec détonne par rapport au reste du pays; bien que les chiffres varient d'une province à l'autre, 82 % des enseignants à l'échelle nationale affirment que l'Holocauste et d'autres génocides sont au programme de leur école.

Par exemple, 100 % des répondants de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Colombie-Britannique affirment que leur école intègre le sujet à leur programme, alors que ce pourcentage s'élève à plus de 93 % pour la Saskatchewan, 91 % pour l'Ontario, 89 % pour l'Alberta, 88 % pour le Manitoba et 80 % pour la Nouvelle-Écosse.

« Malgré les différents programmes d'études en place dans les écoles secondaires du Canada, seulement la moitié des enseignants ont affirmé dans le cadre de l'enquête que leurs élèves ont une bonne connaissance de l'Holocauste et d'autres génocides », indique Heidi Berger, celle qui a mis sur pied la Fondation pour l'étude des génocides.

Alors que 93 % des enseignants sondés ont dit inclure l'Holocauste et d'autres génocides dans leur plan de cours - par l'entremise de vidéos, de films ou de visites au musée, par exemple -, seulement 51 % d'entre eux déclarent que leurs élèves connaissent bien le sujet. En effet, plus de 30 % des répondants se sont dits mécontents ou neutres par rapport à l'état actuel de l'enseignement de ce sujet dans leur école.

Plusieurs des répondants ont mentionné des obstacles à l'enseignement de l'histoire de l'Holocauste et d'autres génocides, comme un manque de formation sur le sujet, l'énorme quantité de matériel à couvrir, des limites de temps et des contraintes de programme.

« L'enquête révèle que les enseignants aimeraient avoir accès à une orientation claire, à davantage de formation et à une meilleure structure pour pouvoir présenter ce sujet en toute confiance à leurs élèves et rehausser le niveau de sensibilisation et de compréhension de ces derniers », déclare M^{me} Berger. « D'ailleurs, à la question demandant si l'étude de l'Holocauste et d'autres génocides devrait être obligatoire pour tous les élèves du secondaire au Canada, 70 % des enseignants ont dit être fortement d'accord avec la proposition, et 22 % plutôt d'accord. »

Quels sont les avantages d'enseigner l'histoire de l'Holocauste et d'autres génocides aux élèves du secondaire? La grande majorité des répondants ont cité les raisons suivantes: lutter contre l'antisémitisme et d'autres formes de racisme, ainsi que former des citoyens mieux renseignés et plus engagés (87 %), promouvoir le respect de la diversité, montrer à savoir reconnaître les violations des droits de la personne et encourager la pensée critique (86 %) et aider les élèves à développer de l'empathie et de la bienveillance (84 %).

« Étant donné que seulement la moitié des enseignants sondés ont dit que leurs élèves ont une bonne connaissance de l'Holocauste et d'autres génocides, il y a clairement du travail à faire pour améliorer l'efficacité des programmes déjà en place dans les écoles du pays », déclare M^{me} Berger.

C'est dans cet objectif que la Fondation pour l'étude des génocides collabore avec le ministère de l'Éducation du Québec afin de promouvoir un guide pédagogique révolutionnaire et exhaustif sur l'étude des génocides, destiné aux enseignants au secondaire de toute la province.

Ce guide, lancé en 2022, a été rédigé par les professeures montréalaises Sivane Hirsch de l'Université du Québec à Trois-Rivières et Sabrina Moisan de l'Université de Sherbrooke et est accompagné d'ateliers de formation pour les enseignants. L'organisme à but non lucratif rend maintenant le guide disponible aux gouvernements et aux enseignants partout au pays pour qu'ils puissent l'incorporer à leurs programmes d'études.

Plus d'information sur le guide en ligne se trouve [ici](#).

Pour plus d'information



Fondation pour l'étude des génocides

8180, ch. Devonshire

Montréal Québec

Canada H4P 1K4

📍 [gened.org/accueil](https://www.gened.org/accueil)



PRÉPARER LES APPRENANTS ADULTES ALBERTAINS À LA RÉUSSITE

Les Albertains qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires pourront bientôt s'inscrire pour obtenir une nouvelle attestation d'études pour les adultes

22 mai 2024

En tant que leader de confiance dans le domaine de l'éducation, le gouvernement de l'Alberta a été choisi pour diriger l'élaboration d'un mécanisme de remplacement pour les tests du GED (general educational development) afin de répondre à un besoin en main-d'œuvre qualifiée et instruite. Grâce au nouveau certificat canadien d'éducation des adultes (CCÉA), les apprenants adultes de la province qui n'ont pas de diplôme équivalent à un diplôme d'études secondaires pourront obtenir une attestation d'études conçue en Alberta. Avec ce diplôme en main, ils auront ainsi un plus grand nombre de possibilités de carrière et d'études à leur portée.

« L'Alberta est un leader de confiance dans le domaine de l'excellence en éducation. Elle a été choisie par les leaders de l'éducation de tout le Canada pour diriger l'élaboration et l'administration du CCÉA. Je suis fier de ce que nous avons créé et du fait que nous pouvons continuer à offrir l'excellence et le choix en matière d'éducation, tout en outillant les apprenants adultes de la province. »

Demetrios Nicolaidis, ministre de l'Éducation

« Le certificat canadien d'éducation des adultes permettra aux apprenants adultes de franchir, sur le plan des études, une étape qui leur offrira de nouvelles possibilités. Les établissements postsecondaires disposeront ainsi d'une attestation d'études reconnue à laquelle ils pourront se fier, ce qui permettra aux apprenants de s'inscrire facilement aux études supérieures et garantira l'accès à l'apprentissage pour tous les Albertains. »

Rajan Sawhney, ministre de l'Enseignement postsecondaire

Le remplacement du GED par le CCÉA renforcera le système d'éducation et la main-d'œuvre de l'Alberta en garantissant que le matériel reflète fidèlement les besoins des adultes et les diverses cultures et perspectives du Canada, y compris du matériel pertinent pour les communautés autochtones, francophones et multiculturelles. Grâce à ces changements, les candidats aux tests, les employeurs, les établissements postsecondaires et d'autres parties prenantes seront convaincus que le CCÉA est un indicateur fiable du niveau de réussite scolaire d'un adulte canadien.

« Le certificat canadien d'éducation des adultes offre à de nombreux apprenants adultes un plus grand accès aux divers programmes des collèges communautaires, ce qui favorise davantage la croissance de l'économie albertaine. »

Maroro Zinyemba, doyenne, Faculty of Skills and Foundational Learning, NorQuest College

Le CCÉA a été élaboré en collaboration avec huit provinces et territoires qui ont choisi le gouvernement de l'Alberta comme chef de file en raison de l'expertise de cette province dans l'élaboration et l'administration d'évaluations telles que les tests de rendement provinciaux et les examens de diplôme. L'Alberta accueillera le service national de tests du CCÉA et supervisera l'administration et la distribution des tests. Les Albertains pourront s'inscrire au CCÉA à partir du 22 mai 2024.

En bref

- La Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et les Territoires du Nord-Ouest ont contribué à l'élaboration du CCÉA.
- Le CCÉA est composé de cinq matières : lecture, écriture, mathématiques, sciences et études sociales.
- Les tests seront informatisés, avec une option papier, et des mesures d'adaptation seront disponibles pour répondre aux divers besoins d'apprentissage.
- Tous les tests seront disponibles en anglais et en français.
- Les Albertains qui n'ont pas passé tous les tests du GED peuvent demander que leurs résultats comptent pour les tests du CCÉA dans les mêmes matières pendant une période maximale de trois ans, jusqu'en mai 2027.
- Le GED continuera d'être reconnu comme un diplôme valide.

Renseignements connexes

- [Certificat canadien d'éducation des adultes](#)

Pour plus d'information



Gouvernement de l'Alberta

www.alberta.ca